

Fabrice MAUCCI
Conseiller communautaire Grand Lac
Conseiller municipal d'Aix-les-Bains
35 rue Françoise Giroud - 73100 Aix-les-Bains
Tel : 06.31.12.16.79



Aix-les-Bains, le 10 janvier 2017

à Mesdames et Messieurs les conseillers communautaires
de la Communauté d'Agglomération *Grand Lac*

Objet : La présidence de la Communauté d'Agglomération *Grand Lac*

Madame, Monsieur,

Bonjour à tous. Permettez-moi par cette lettre ouverte de m'adresser à vous, conseillers communautaires de Grand Lac, comme à tous les citoyens de ce territoire.

Je me présente, même si une partie d'entre vous me connaissez déjà. Je m'appelle Fabrice MAUCCI. Je suis marié, père de deux enfants et j'aurai 43 ans ce samedi. Je suis professeur au lycée d'Aix-les-Bains, où j'ai d'ailleurs le plaisir de former des jeunes issus de tout ce nouvel espace *Grand Lac*, espace qui est aussi, à la belle saison, mon terrain de jeu préféré lorsque je parcours ses routes à vélo.

Elu municipal d'Aix-les-Bains depuis 2014 après l'avoir été de manière continue de 1995 à 2008, j'ai eu l'honneur de mener il y a 3 ans l'**équipe nommée *Unis & Citoyens pour Aix-les-Bains*** dont le nom traduit plus que jamais mes valeurs cardinales : la démocratie et la recherche de la cohésion sociale.

Je m'adresse à vous parce que je serai jeudi candidat à la présidence de Grand Lac, et parce qu'il n'y a ni campagne publique ni même un temps prévu pour discuter de ce choix avec vous, alors qu'**est en jeu ni plus ni moins que l'avenir de notre désormais principal échelon de pouvoir local**. Je refuse également l'idée d'une élection préparée en catimini, c'est pourquoi je vous serais donc très reconnaissant de prendre un moment pour ne pas vous contenter d'un vote « réflexe » ou « de notoriété ».

Je tiens d'abord à préciser que je suis candidat à la présidence de Grand Lac quitte à assumer deux apparentes contradictions que je vais éclaircir ici.

La première tient à mon absence des réunions de la CALB depuis 18 mois. Je l'évoque parce que je sais que d'autres le feront à ma place. Est-il possible et moral d'être candidat à la tête d'une structure que j'aurais « désertée » aussi longtemps, vous direz-vous ? Au-delà du fait que cette absence ne m'empêche pas de me tenir informé de l'essentiel, sachez que je l'assume parce que **la première année de ce mandat**, au cours de laquelle je me suis investi, **nous a montré qu'il était malheureusement possible de piloter une telle structure sans que le président ne tienne jamais compte de ceux qui ont une vision différente de la sienne, quelle que soit la qualité de leurs arguments**, et fussent-ils même issus de sa propre majorité

municipale, ce qui, en plus, n'est pas mon cas ! J'aime l'efficacité en politique comme dans l'usage de mon temps aussi ; vous avez donc l'explication.

La seconde contradiction apparente que je suis prêt à défendre est celle qu'il peut sembler y avoir entre ma candidature de ce jeudi, et mon vote personnel en défaveur de la fusion intercommunale qui nous regroupe ce soir. **Je n'ai en effet pas voulu apporter ma voix à la création d'un territoire dont les contours n'ont jamais fait l'objet d'un débat électoral préalable ou d'une validation populaire *in fine*.** Je n'ai pas accepté l'idée que les intercommunalités précédentes (CALB, CCC, CCCA), à peine dotées de conseillers fléchés lors des élections municipales, commençant tout juste à être bien identifiées par les citoyens comme le nouvel échelon local, disparaissent aussitôt au profit d'une entité plus vaste. Le géographe que je suis peut trouver une utilité, une certaine cohérence – même incomplète – à notre nouveau territoire, mais l'élu n'accepte pas la méthode que nous a imposée l'Etat ni même l'absence de résistance audible ou le silence technocratique dans lequel s'est effectuée cette fusion.

Que notre architecture administrative évolue pour tenir compte de nos mobilités, de la réalité des bassins de vie, oui. Qu'elle bouleverse les repères de chacun sans consultation des citoyens, qu'elle amène à toujours plus de transferts de compétences vers une intercommunalité moins démocratiquement élue que ne le sont les communes, non. Substituer à terme les régions aux départements, et les intercommunalités aux communes pour simplifier notre millefeuille territorial, j'y étais favorable. Mais pas en élargissant démesurément régions et EPCI, pas non plus en organisant parallèlement et sans homogénéité des fusions de communes. Tout cela éloigne les décisions des citoyens, dilue les responsabilités, dans un désordre, une absence de logique globale qui rendent les choses illisibles pour le commun des mortels. C'est à mon avis une grave erreur porteuse de défiance et de replis.

Evidemment, tout cela n'empêche pas que je sois prêt à travailler avec vous tous au succès de notre territoire. Vous comprenez que si contradictions il y a à ma candidature, elles ne sont qu'apparentes. **Si je suis candidat ce jeudi, c'est avant tout pour « mieux démocratiser » une intercommunalité qui ne l'est pas suffisamment, ni dans son instauration, ni jusqu'à présent dans sa gouvernance.** Je veux tout faire, avec vous, pour **tisser un lien positif entre les habitants de *Grand Lac* et ce qui est amené à devenir, pour l'essentiel des missions et les missions essentielles, leur nouvel échelon-clé de pouvoir local, et en tenant compte des spécificités de chaque commune, et de chaque ensemble.**

Ma candidature est aussi celle de valeurs, d'un projet. Elle est **aussi légitime que toute autre**, même si je ne suis pas maire d'une de nos communes. En effet, aucun de nous n'a été élu à *Grand Lac* sur la base d'une élection véritablement intercommunale, mettant en concurrence des équipes transcommunales sur des projets et une cohérence politique à l'échelle de ce territoire. L'équipe que j'ai conduite à Aix-les-Bains aurait pu par exemple, dans un scrutin différent, s'associer à certain(e)s d'entre vous et obtenir des voix hors d'Aix-les-Bains. Sur ma seule commune elle a en tout cas recueilli plus de 1300 suffrages ; certains diront que ce n'est pas grand chose, quand d'autres, qui savent combien d'électeurs ont voté en leur faveur dans leur commune, se disent peut-être que ce n'est pas rien non plus. Quoi qu'il en soit, j'estime que c'est **mon devoir de défendre les 8 priorités que je vais vous énoncer**, et de **notre devoir de faire savoir aux habitants de *Grand Lac* sur quelle base nous comptons travailler.**

1. Premièrement, nous devons admettre – ce qui n'est pas le cas de l'exécutif sortant – l'importance des saturations routières et des pollutions atmosphériques qui affectent notre espace, minent notre santé, réchauffent le climat avec de futures conséquences dramatiques, dégradent la qualité de vie et même l'attractivité du territoire. Et donc reconnaître « **l'impasse automobile** » dans laquelle sont toutes les aires urbaines et périurbaines du monde, et avec une **acuité particulière nos vallées, à Aix, en Chautagne, dans l'Albanais**. Il est fou de vouloir régler le problème en continuant de penser routes, déviations, ronds-points, tout-voiture et stationnement. Nos villages, nos quartiers et nos cœurs de ville en crèvent. Il nous faut un basculement modal, compris de la population, avec une offre qui incite au report là où c'est possible. Il est de l'intérêt de tous.

Ce qui fut fait ici en 2014, dans le dos des nouveaux élus, avec le réseau *Ondéa*, est une bêtise sans nom, un contresens historique, une honte. Nous dire que le dossier est important tout en réduisant de 25% notre engagement sur les transports alternatifs à la voiture, c'est nous prendre pour des imbéciles, c'est insulter l'avenir. **Il nous faut changer d'époque, de manière de penser conjointement déplacements et occupation du territoire, partir de besoins sur lesquels nous devons enquêter, commune par commune, entreprise par entreprise, et enfin réfléchir à une meilleure articulation avec Chambéry Métropole et la SNCF.** Vite, fort, bien. Bien plus fort et bien plus vite que cela n'a été fait jusqu'à présent.

2. De la même manière, que cela soit inscrit ou pas dans nos missions aujourd'hui, **Grand Lac doit à mon sens se préoccuper d'agriculture avec urgence.** Notre lutte contre les allergies, les cancers, notre combat contre la baisse de fertilité des sols et la disparition des espèces pollinisatrices, notre souhait commun d'avoir une alimentation de qualité et de proximité qui demain nous garantira des prix honnêtes et une rémunération enfin décente des agriculteurs, tout cela dépend de choix que nous devons stimuler ou accompagner localement. C'est peu dire qu'avec les mesures régionales récentes, c'est loin d'être le cas.

Ce que je vous propose, c'est d'**aider, d'accompagner, d'inciter à la conversion biologique voire à la permaculture les agriculteurs du bassin ou de soutenir des installations de ce type. Seule une agriculture de ce genre, basée sur une science fine, une connaissance profonde des écosystèmes et un respect des milieux peut tenir à moyen terme.** Seule une agriculture de ce genre pourra demain, même si cela fait encore sourire, nourrir l'humanité. Le problème est que si chaque territoire ne fait pas sa part du travail, nous n'y parviendrons pas.

La Chautagne a partiellement montré la voie sur le sujet. Ce que je souhaite ici c'est **que nous contractualisions avec les agriculteurs** établis ou en projet d'installation **pour que d'ici 2025 toute l'agriculture de notre territoire soit tournée vers ces méthodes et principalement orientée vers la satisfaction des besoins locaux, en commençant d'abord par la restauration collective publique avec des garanties de commande.**

3. Par ailleurs, pouvons-nous rester timides plus longtemps sur la **transition énergétique** ? L'énergie actuellement disponible dans le monde est limitée, les sources fossiles carbonées qui en fournissent l'essentiel s'épuisent et nous abîment, quant au nucléaire il est une menace qui n'a pour contreparties ni des coûts bas ni une prétendue indépendance mais juste d'énormes dangers qui nous dépassent – je rappellerais au passage que nous sommes ici à 48km à vol d'oiseau de la vieille centrale du Bugey. Là encore, **les défis planétaires à relever ne le seront que si chaque territoire fait sa part de l'effort**, et ici le compte n'y est pas malgré la chaufferie bois en chantier à Aix. Nous devons rapidement **développer les énergies renouvelables d'une part, et aider nos concitoyens, nos entreprises à consommer moins d'énergie sans bousculer nos modes de vie.** Si nous ne préparons pas le terrain aujourd'hui, nos enfants et nos petits-enfants connaîtront des moments douloureux.

Vous vous dites que tout cela est bien gentil mais que les sommes en jeu sont au-delà de nos moyens. Je réponds que non. En 2008 comme en 2014, j'ai proposé pour Aix-les-Bains un « **deal solaire** » **exemplaire** dont je vous livre l'esprit : la collectivité emprunte, développe le solaire photovoltaïque sur les toits des habitations et des entreprises qui n'ont pas les moyens de s'équiper eux-mêmes, et pour cela leur loue les toits à l'euro symbolique ; la collectivité rembourse ensuite son prêt par la revente d'électricité au réseau puis dès ce remboursement terminé, alors que l'équipement a encore 20 ans de vie devant lui, le revend aux propriétaires des toits utilisés pour une somme modique. Et le processus peut recommencer autant que nécessaire. Si demain *Grand Lac* mène cette action partout sur son territoire, certes cela actionnera une dette publique, oui, à l'instant zéro, mais une dette « qui ne compte pas », une dette qui contrairement à celle qu'on contracte pour un gymnase ou une piste cyclable, génère sa propre recette, se rembourse d'elle-même. La seule évidence, c'est que sans le « levier » que constitue la collectivité, la plupart des ménages et des sociétés ne feront pas la transition. Autre exemple : si nous avons été opérationnels il y a 3 ans, le

parking du Leclerc de Drumettaz ne se serait pas rénové récemment sans ombrières photovoltaïques protégeant chaque rangée de voitures et produisant l'énergie consommée par l'hypermarché.

Je pourrais vous parler aussi d'isolation des logements et de développement de l'énergie solaire thermique pour l'eau chaude et le chauffage. Quand les particuliers ou les copropriétés n'ont pas les moyens d'améliorer le bilan énergétique des bâtiments alors que c'est une clé majeure du défi énergétique, pourquoi ne proposons-nous pas un contrat pour financer les travaux nécessaires en échange du reversement par les bénéficiaires du montant ainsi économisé de leur facture d'énergie, comme une sorte de prêt à taux zéro ?

Vous voyez qu'on peut avoir de l'ambition, et des idées pour que cette ambition soit réaliste. Il faut simplement l'admettre et le vouloir.

4. Je veux également que nous mettions les mêmes raisonnements au service du **logement**. Notre espace est cher, le marché y est tendu. Des travailleurs refusent des emplois dans notre secteur faute de logements à coût accessible, et nous, nous donnons parfois l'impression de ne favoriser que l'accueil des travailleurs frontaliers fortunés. Mais nous avons ici, sur le territoire de Grand Lac et pas seulement d'Aix-les-Bains, **d'un côté des centaines de personnes à la recherche de loyers modérés et de logements décents, et de l'autre au moins 2000 logements vacants par crainte d'impayés ou impossibilité de remettre les lieux en état**. Je vous propose d'**effacer ces obstacles en créant une Agence Immobilière à Vocation Sociale ou AIVS**, un service public intercommunal autofinancé qui libérerait les propriétaires de ces logements de toutes leurs craintes en remettant à niveau et en gérant leur logement à leur place, moyennant un plafonnement du loyer pour le locataire, une quote-part pour le financement du personnel réduit de cette AIVS, et le remboursement des travaux engagés par le reversement intégral des premiers loyers à l'AIVS. Pour un propriétaire, ce sera zéro souci et des rentrées d'argent, et pour des centaines de familles la possibilité d'un logement. Si vous trouvez une autre solution, à zéro euro public sur le moyen terme, pour réveiller ce « marché dormant » sans multiplier les nouvelles constructions et faire du logement social diffus au profit d'une large population, je suis preneur. Mais je n'en connais pas d'autres et je vous propose celle-ci.

5. Le cinquième volet de mon propos repose sur le tourisme, qui ne peut pas se limiter à un label, un beau site web, un évènement-phare ou à notre propre contentement vis-à-vis de la beauté de nos paysages. Nous ne pouvons pas non plus laisser agir seuls le marché – qui n'a pas exploité tous nos atouts – et les tendances nouvelles comme AirBnB – qui complètent des revenus individuels parfois déjà solides mais tuent de vrais emplois. À mon sens nous devons relever au moins **4 challenges touristiques** :

- le développement de l'**hébergement touristique familial (y compris en hôtellerie)** et de groupe ;
- la **création d'évènements sportifs et culturels et d'équipements capables d'« épaissir le contenu » des séjours** sur notre territoire. C'est par exemple à nous d'initier le projet, pour remplacer ce pauvre aquarium délaissé, d'une véritable Cité de l'eau et des lacs alpins, éducative et ludique, quitte à nouer pour cela un partenariat avec un opérateur privé. Plutôt ça qu'un abandon et une reconversion banale du site ;
- la mise en place de **navettes, terrestres et lacustres, pour faciliter le tourisme sans voiture** sur l'ensemble de notre territoire ;
- bâtir une stratégie de **diversification des loisirs de pleine nature et la valorisation douce de nos montagnes** et de leurs piémonts.

6. En citant l'agriculture locale, les énergies renouvelables, l'isolation et la rénovation des logements vacants, puis à l'instant le tourisme, j'ai indirectement évoqué une foule de pistes pour lesquelles l'action de la collectivité peut aussi fortement **stimuler l'emploi privé** ; je pense que vous le percevez. D'autres initiatives doivent être discutées pour notre **commerce de proximité**, partout sur le territoire de *Grand Lac*, car c'est l'âme de ce territoire qui se joue ici. Il nous faut préalablement geler toute nouvelle implantation commerciale périphérique.

7. Mon septième et avant-dernier thème sera celui de **l'eau**, cette eau qui, dans quelques mois, sera une de nos missions communes. Quels qu'aient été ces derniers mois les discours, les postures, je vous le dis avec le plus de solennité possible : fort de l'expertise nationale de personnes comme Gabriel Amard ou Jean-Luc Touly, j'ai **la certitude absolue que seule une gestion publique directe préservera nos intérêts et ceux des citoyens**, et **je suis le seul candidat dont vous pouvez être sûr(e) qu'il ne déviara pas de cette ligne dans les mois et les années à venir**. J'attends également que nous mettions sur pied – sur la base de la réflexion déjà menée pour faire converger les prix entre nos communes – une **tarification progressive** de l'eau pour à la fois offrir un accès bon marché à « l'eau vitale » pour les premiers mètres cubes par personne, et inciter les ménages à ne pas gaspiller au-delà des volumes communément consommés.

8. Enfin, sans développer davantage, je veux simplement vous dire que par les nouveaux et peut-être futurs transferts de compétences dont profite et profitera un jour *Grand Lac*, nous sommes ici aussi pour **retisser un « vivre ensemble » qui s'est étiolé**. Je souhaite que nous fassions de *Grand Lac* une **plateforme d'échange (et d'application) privilégiée d'expériences qui marchent sur les plans social, éducatif, culturel et démocratique**, car il en va de la **cohésion de la Nation**.

Voilà, je vous ai exposé ma vision de *Grand Lac*, de son potentiel, de ce que peut être son action et sa présidence. Des défis sont devant nous, que nous ne pouvons plus minimiser, ignorer dans les faits ou repousser à plus tard. Il nous faut anticiper, agir, répondre à ces défis. Il me semble que pour y parvenir, ***Grand Lac* doit avoir une action, une présence, une ambition spécifiques et identifiables, être un acteur politique supplémentaire**, et je me permets de croire que la tâche sera plus facile si l'intercommunalité n'est pas dirigée par un des édiles des communes membres.

Vous avez, je pense, compris l'ambition, les projets et l'attachement que j'ai pour ce territoire. Je n'aurais pas été en accord avec moi-même et mes valeurs si je n'étais pas allé au bout de cette démarche. Elle est désormais entre vos mains, et croyez bien que pour moi, quel qu'en soit le nombre, chaque voix obtenu jeudi soir sur mon nom sera une victoire sur le fond.

Je vous remercie pleinement d'avoir accepté cette lecture, j'en profite pour vous souhaiter une bonne année 2017 et bonne chance à *Grand Lac*, un fabuleux territoire.

Chaleureusement,
Fabrice MAUCCI

